

SYRIE

Ankara intensifie ses bombardements contre Daesh et les Kurdes

L'artillerie turque a pilonné mardi des positions de Daesh en Syrie en réponse à des tirs de mortiers et de roquettes sur son sol, au moment où des centaines de rebelles syriens soutenus par Ankara préparent du côté turc une offensive contre les terroristes à Jarablos.

Cette localité syrienne est le dernier point de passage contrôlé par Daesh à la frontière turco-syrienne.

Deux obus se sont d'abord abattus sur la localité turque de Karkamis (sud-est), tout près de la frontière syrienne et juste en face de Jarablos, sans faire de blessés, a annoncé la chaîne d'information CNN-Türk.

Environ 60 obus ont frappé à quatre positions de l'Ei à Jarablos, selon cette chaîne.

Quelques heures plus tard, trois roquettes tirées depuis le territoire syrien ont frappé la ville frontalière turque de Kilis, plus à l'ouest. Les projectiles qui ont touché un terrain inhabité du centre de la ville n'ont pas fait de blessés, selon l'agence pro-gouvernementale Anadolu.

L'artillerie turque a également répondu à ces tirs, ajoute l'agence.

Ces bombardements interviennent alors que des centaines de rebelles syriens soutenus par Ankara préparent du côté turc de la frontière une offensive pour capturer Jarablos, selon des sources rebelles et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), proche de l'opposition.

Cette opération est motivée par la volonté d'Ankara d'empêcher la prise de contrôle par les milices kurdes de cette localité et d'ouvrir un corridor pour les rebelles modérés», a souligné un responsable turc.

Rami Abdel Rahmane, le directeur de l'OSDH, a indiqué à l'AFP que le pilonnage turc visait à «empêcher l'avancée des Forces démocratiques syriennes (FDS) de Minbej vers Jarablos» et d'empêcher que les Kurdes se positionnent davantage à la frontière.

Les FDS sont une alliance de combattants kurdes et de groupes armés arabes luttant contre Daesh.

Lundi soir l'artillerie avait déjà bombardé des positions de cette milice, du PYD (Parti de l'union démocratique, kurde) et de Daesh à Jarablos et ses environs.

L'OSDH a d'autre part fait état de l'assassinat mardi du commandant du conseil militaire tout juste mis en place à Jarablos et relevant des FDS, un crime commis, selon les forces kurdes, par les services secrets turcs.

Lundi soir le Premier ministre turc Binali Yildirim a exhorté les pays impliqués dans la crise syrienne dont

la Russie, les Etats-Unis et l'Iran à unir leur forces pour «ouvrir une nouvelle page» en Syrie, tandis que son ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, prônait la nécessité de «nettoyer» la frontière des terroristes.

Un attentat samedi dans la ville turque de Gaziantep (sud-est), près de la frontière, a tué 54 convives d'un mariage kurde.

Mais la question de savoir qui sont les auteurs reste entière après que M. Yildirim a affirmé «totalement ignorer» leur identité, une déclaration qui a semé la confusion et qui contredit celle du président Recep Tayyip Erdogan qui avait évoqué la responsabilité d'un adolescent «probablement» issu de Daesh.

Abdülkadir Selvi, un éditorialiste



Les Turcs bombardent les positions de Daesh.

du journal à gros tirage Hürriyet, a affirmé mardi que cet attentat avait été commis par Daesh en guise d'avertissement avant l'offensive contre Jarablos.

Ankara accueille par ailleurs mardi dans le contexte de la lutte

antiterroriste le principal dirigeant de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani.

M. Yildirim avait déclaré le week-end dernier que son pays allait avoir un rôle plus actif dans le conflit syrien. Cette question comme celle

de l'extradition de l'ex-imam Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis, que les autorités turques désignent comme le cerveau du putsch avorté du 15 juillet en Turquie, sera à l'ordre du jour des discussions du vice-président américain Joe Biden mercredi à Ankara.

M. Biden doit visiter le Parlement turc bombardé par des avions de chasse lors du coup d'Etat et s'adresser à la presse avec M. Yildirim avant de rencontrer le président Erdogan.

Le coup d'Etat raté a provoqué des tensions avec Washington qui montre peu d'empressement pour extraditer Gülen. Une délégation américaine est actuellement à Ankara pour enquêter sur le réseau Gülen.

La Turquie a fait le grand ménage après le coup de force contre ses sympathisants.

Evénement sans précédent, une deuxième réunion s'est tenue mardi à Ankara sur la reconstruction en cours de l'armée qui a vu près de la moitié de ses généraux limogés et incarcérés.

AFGHANISTAN

Un soldat américain tué dans une opération anti-talibans en Afghanistan

Un soldat américain a été tué mardi lors d'une opération antitalibans près de Lashkar Gar, la capitale de la province du Helmand, dans le sud de l'Afghanistan, a annoncé l'Otan.

«Un soldat américain a succombé à ses blessures après une opération près de Lashkar Gah dans le Helmand aujourd'hui», a déclaré l'Otan, précisant qu'un autre soldat américain et six militaires afghans ont été blessés.

Un engin explosif a été déclenché au passage de la patrouille, a précisé l'Otan.

Ce décès intervient après l'annonce lundi par l'Otan du déploiement d'une centaine de soldats américains à Lashkar Gah, marquant le premier déploiement d'ampleur dans cette ville du sud du pays depuis le retrait des troupes étrangères en 2014.

Les combats se sont intensifiés récemment dans le Helmand, pro-

vince qui représente 80% de la production mondiale d'opium. L'arrivée des insurgés à quelques kilomètres de Lashkar Gah a fait craindre aux autorités afghanes la chute de la ville de 200.000 habitants.

«Nous ne pensons pas que Lashkar Gah est sur le point de tomber», avait estimé lundi Charles Cleveland, porte-parole des forces de l'Otan dirigées par les Américains en Afghanistan.

Il avait ajouté que le déploiement de soldats américains représentait «un effort temporaire» pour entraîner et conseiller les forces afghanes, refusant de préciser pour combien de temps il était prévu.

Les autorités afghanes ont salué mardi cette aide. «Nous avons assez de troupes afghanes sur le terrain à Helmand, mais elles ont besoin de soutien et d'entraînement de nos partenaires internationaux», a déclaré le porte-parole du ministère de la Défense, Mohammad Radmanesh.

Malgré l'appui des forces étrangères et les frappes aériennes de l'armée américaine, le gouverne-



ment afghan n'a jamais pu asseoir son autorité sur la totalité du Helmand, dont les talibans occupent de nombreux districts et contrôlent les champs de pavot.

Ce renfort intervient au moment où les talibans ont également lancé une nouvelle offensive autour de

Kunduz (nord), brièvement occupée l'an dernier par les insurgés, accentuant la pression sur l'armée afghane. L'armée a affirmé avoir repoussé les insurgés mais des milliers de personnes se sont de nouveau jetées sur les routes pour fuir les combats.

RD CONGO

Le mot d'ordre de «ville morte» partiellement suivi à Kinshasa

L'appel de l'opposition congolaise à observer une «journée ville morte» mardi sur le territoire de la République démocratique du Congo a été partiellement suivi à Kinshasa, et ignoré dans d'autres grandes villes du pays, selon des journalistes de l'AFP.

A Kinshasa, à la mi-journée, sur le boulevard du 30-Juin, le centre des affaires de la capitale congolaise, la circulation était fluide. Les bouchons de l'heure de pointe n'ont pas été constatés.

«J'ai relié Kitambo magasin à la gare centrale en sept minutes, alors que d'habitude je mets au moins 30 minutes», a expliqué Firmin Luzitu, un chauffeur de taxi. Au grand marché de Kinshasa, deux magasins sur cinq ont ouvert, mais les vendeurs se plaignent de la rareté des clients. «Nous ne vendons pas.

Il n'y a pas d'acheteurs», a protesté une vendeuse des poissons, Marguerite Makengo.

Selon des journalistes de l'AFP, à Lubumbashi, deuxième ville du pays dans le sud-est, les activités se sont déroulées normalement; tout comme à Beni, Goma, et Bukavu, trois villes de l'est, ainsi qu'à Kisangani dans le nord-est. L'appel à une journée ville morte a été lancé par le «Rassemblement», coalition politique réunie autour de l'opposant historique Étienne Tshisekedi afin de réitérer sa demande de récuser le facilitateur désigné par l'Union africaine (UA) pour le dialogue politique national en RDC, l'ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo.

Les travaux préparatoires de ces pourparlers ont été lancés mardi par M. Kodjo qui s'est dit «réconforté» par la présence des délégués de la majorité au pouvoir, d'une frange de l'opposition et de la société civile, au démarrage de ces assises ouvertes devant des diplomates étrangers. Ce dia-

logue voulu «inclusif» avait été convoqué fin novembre par le président congolais Joseph Kabila en vue d'«élections apaisées» en RDC où la présidentielle censée se tenir cette année est hautement improbable.

Ces travaux préparatoires doivent «définir les bases d'un processus du dialogue inclusif autour du thème central: l'organisation d'élections pacifiques, crédibles, transparentes conformément à la Constitution congolaise et aux instruments normatifs régionaux et internationaux», a déclaré M. Kodjo.

Le climat politique est tendu en RDC à mesure qu'approche la fin du mandat de M. Kabila le 20 décembre.

Le chef de l'Etat est au pouvoir depuis 2001 et la Constitution lui interdit de se représenter, mais l'opposition le soupçonne de chercher à s'accrocher à son poste quitte à reporter la présidentielle, censée avoir lieu avant la fin de cette année.